



## ARRÊTÉ DE VOIRIE

### Portant permission de voirie

#### RD 82 Commune de Saint Martin le Beau (en ou hors agglomération)

**La Présidente du Conseil départemental d'Indre-et-Loire,**

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code général de la propriété des personnes publiques,

Vu le Code de la voirie routière,

Vu le Code de la route,

Vu la loi n°2004-809 du 13 août 2004 sur les libertés et responsabilités locales,

Vu la loi n°82-623 modifiant et complétant la loi n°82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et aux libertés des communes, des départements et des régions,

Vu l'arrêté du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes et l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière composée de neuf parties, prise par arrêté interministériel,

Vu le règlement de voirie du Département d'Indre-et-Loire en vigueur, du 3 décembre 2021

Vu la séance du Conseil départemental d'Indre-et-Loire du 18 octobre 2023 au cours de laquelle Mme Nadège ARNAULT a été élue Présidente du Conseil départemental,

Vu l'arrêté de la Présidente du Conseil départemental d'Indre-et-Loire du 23 octobre 2023 donnant délégation permanente de signature à Madame Nathalie DABERT Chef du Service Territorial d'Aménagement du Nord-est

Vu la demande reçue en date du 10 janvier 2024 par laquelle l'entreprise CIRCET – 22, rue du Colombier - 37700 St-Pierre-des-Corps et ses partenaires( [circet-eri5280-d@demat.sogelink.fr](mailto:circet-eri5280-d@demat.sogelink.fr) ), sollicitent pour le compte de Val de Loire Fibre ( [fabrice.palluault@tdf.fr](mailto:fabrice.palluault@tdf.fr) )– 27, rue Robert Nau - 41000 Blois, l'autorisation de poser -1-- chambre et de réaliser des travaux de génie civil, dans le cadre du programme de déploiement pour la montée en débit du réseau Fibre Optique en Indre-et-Loire dans l'emprise de la RD 82 entre les PR 23+037 au 23+045 et du PR 23+344 au PR 23+390, au lieu-dit *La Folie* en et hors agglomération sur la commune de Saint-Martin le Beau,

Considérant la nécessité d'adapter la technique des travaux à la configuration des lieux,

Considérant la nécessité de définir les modalités d'occupation du domaine public routier,

## ARRÊTE :

### ARTICLE 1 – AUTORISATION

Le bénéficiaire est autorisé à occuper le domaine public et à exécuter les travaux de génie civil, à charge pour lui de se conformer aux dispositions des articles ci-dessous.

#### A/ du PR 23+037 au PR 23+045

Pose d'une chambre L2C sans fond sur le réseau fibre TDF existant du côté gauche, forage dirigé de gauche vers le côté droite et raccordement en tranchée traditionnelle au poteau PTT n°37225-575

#### B/ du PR 23+344 au PR 23+390

Départ de la chambre L6T orange existant près du grillage SNCF jusqu'à la chambre L2C TDF existant en tranchée traditionnelle du côté gauche pour pose de fourreau de raccordement.

### ARTICLE 2 – PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

Pour la bonne exécution de ses travaux, il devra se conformer aux dispositions suivantes :

#### 2.1. TRANCHÉES TYPE TRADITIONNELLES ET REMBLAYAGES

Du PR 23+344 au PR 23+390

- sous accotement à une distance comprise entre 70 cm et 1 m du bord de chaussée  
(coupe 8)

Une tranchée sous accotement à une distance comprise entre 70 cm et 1 m du bord de chaussée

Pour rappel, il sera vérifié au préalable qu'il n'y a aucun projet d'élargissement de voirie sur la zone concernée par une tranchée située à une distance inférieure à 1 m du bord de la chaussée.

Par dérogation au titre V du règlement de voirie et en application de la note du 21/01/2014 relative aux recommandations techniques, la tranchée traditionnelle sous accotement sera d'une largeur de **30 cm** et d'une profondeur de **60 cm**.

Le remblayage de la tranchée se fera de la manière suivante, conformément à la coupe de tranchée annexée à la présente autorisation :

- sable classé en dessous et à 20 cm au-dessus du fil de détection ;
- grillage avertisseur à 30 cm du fil de détection ;
- remblai de 40 cm de grave GNT y compris réfection du revêtement à l'identique.

- sous accotement à une distance supérieure à 1 m du bord de chaussée (coupe 7)

Une tranchée sous accotement à une distance supérieure à 1 m du bord de chaussée d'une longueur Du

Pour rappel, l'implantation de la tranchée sera au minimum à une distance équivalente à la profondeur de la tranchée.

Par dérogation au titre V du règlement de voirie et en application de la note du 21/01/2014 relative aux recommandations techniques, la tranchée sous accotement sera d'une largeur de **30 cm** et d'une profondeur de **60 cm**.

Le remblayage de la tranchée se fera de la manière suivante, conformément à la coupe de tranchée annexée à la présente autorisation :

- sable classé en dessous et à 20 cm au-dessus du fil de détection ;
- grillage avertisseur à 30 cm du fil de détection ;
- remblai de 40 cm avec les matériaux extraits y compris réfection du revêtement à l'identique.



## **2.2. OBLIGATIONS LIÉES AUX FINITIONS**

### **Compactage**

Des mesures de compactage devront être effectuées dans le respect des modalités décrites à l'article 78 du règlement de voirie et du paragraphe 5 de l'annexe 14. Les résultats des contrôles de compactage devront être fournis et validés par le service gestionnaire de la voirie départementale avant la réfection définitive de la chaussée.

Le Département s'arrogé le droit de faire exécuter aléatoirement ou arbitrairement des tests par le laboratoire routier départemental. L'entreprise veillera à être représentée lors de ces essais.

En cas de problème de tassements différentiels dans les **12 mois** qui suivent la réception des travaux, l'entreprise devra reprendre la totalité des parties dégradées.

### **Dépôt**

Les matériaux et matériels nécessaires à la réalisation des travaux autorisés par le présent arrêté pourront être déposés sur les dépendances de la voie, à l'exception des fossés. Sauf accord du propriétaire riverain, il est formellement interdit de procéder à des dépôts chez les particuliers. En aucun cas ce dépôt ne pourra être maintenu après la fin des travaux. Les dépendances de la voirie devront être rétablies dans leur état initial.

Les déblais de chantier non utilisés provenant des travaux seront évacués et transportés en décharge publique par les soins du bénéficiaire de la présente autorisation ou de l'entreprise chargée d'exécuter les travaux.

## **2.3. POSE DE CHAMBRE**

Il sera posé -1 chambre sans fond de type L2C située sur la RD 82, aux PR suivants :

PR	Longueur (mètres)	Côté
23+037	1.20	Gauche

Celles-ci devront être parfaitement de niveau avec le sol fini sous peine de devoir être reprises. Sous accotement, elles pourront être recouvertes de 5 cm de terre végétale sous réserve d'un récolement précis.

Elles devront être posées sur une épaisseur minimale de 10 cm de béton de propreté. De même, leur entourage devra se faire avec du sable-ciment sur une largeur de 50 cm tout autour. Une bande de finition en béton de propreté de 20 cm de largeur et d'une épaisseur de 10 cm devra être réalisée tout autour en surface, jusqu'au niveau 0 du terrain naturel (en respectant la pente du terrain naturel).

### **ARTICLE 3 – SIGNALISATION**

Le bénéficiaire devra signaler son chantier conformément à l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I – 8<sup>ème</sup> partie – signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié.

### **ARTICLE 4 – ARRÊTÉ DE CIRCULATION**

Si les travaux doivent faire l'objet d'un arrêté de circulation, celui-ci sera établi par la mairie pour le chantier en agglomération ou par le STA du Nord-Est pour le chantier situé hors agglomération.

La demande du pétitionnaire doit être adressée au service gestionnaire de la voirie départementale au moins 15 jours avant le début des travaux.

***Pour rappel, l'arrêté de circulation est indissociable de la Permission de Voirie.***

## ARTICLE 5 – OUVERTURE DE CHANTIER, RÉCEPTION ET RÉCOLEMENT

### Ouverture de chantier

Les travaux sont autorisés du 22 janvier 2024. Si les travaux ne sont pas réalisés dans cette période, une nouvelle permission de voirie sera nécessaire.

La conformité des travaux pourra être contrôlée par le gestionnaire de la voirie au terme du chantier.

### Réception

Conformément à l'article 62 du règlement de voirie, l'ouvrage restera sous la responsabilité de l'intervenant et cela, jusqu'à réception du procès-verbal de réception par le STA du Nord-Est

En l'absence de ce document, l'intervenant informera le STA du Nord-Est de l'achèvement des travaux.

### Récolement

Conformément à l'article 63 du règlement de voirie, à la fin des travaux et dans un délai de trois mois maximum, l'intervenant remet au service gestionnaire de la voirie départementale un plan de récolement de ses installations ou tout document permettant de localiser précisément l'implantation de ses ouvrages.

## ARTICLE 6 – REDEVANCE DÉPARTEMENTALE

Néant.

## ARTICLE 7 – RESPONSABILITÉ DE L'INTERVENANT

L'intervenant est tenu de se conformer aux prescriptions techniques du règlement de voirie départemental.

***Par dérogation au règlement de voirie, le titulaire reste responsable tant qu'il n'a pas transmis de plan de récolement.***

Le bénéficiaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation des travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers. Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes. Le bénéficiaire devra entretenir l'ouvrage implanté sur le domaine public routier départemental, à charge pour lui de solliciter l'autorisation d'intervenir et de procéder à cet entretien, auprès du signataire du présent arrêté.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

## ARTICLE 8 – GARANTIE DE BONNE EXÉCUTION DES TRAVAUX

Conformément à l'article 65 du règlement de voirie, la durée de garantie est d'une année à compter de la date de fin des travaux. Le bénéficiaire sera tenu d'assurer un entretien permanent de la chaussée définitivement reconstituée. Elle court à compter de la réception du procès-verbal après levée d'éventuelles réserves ou de l'avis d'achèvement des travaux de remblayage de tranchée mentionné à l'article 62 du règlement de voirie départementale.

La garantie de bonne exécution des travaux porte sur la conformité du projet par rapport à l'autorisation délivrée et notamment sur l'implantation des ouvrages, sur l'absence de déformation en surface de la voie et de ses dépendances et sur la bonne tenue de la couche de roulement.

***Par dérogation au règlement de voirie, en cas de récidives ou de fautes graves constatées des entreprises ne respectant pas les clauses des arrêtés établis par le Département, le STA NE sera en droit de suspendre toute attribution d'arrêté à cette entreprise, informée au préalable par courrier avec AR, pour une durée de 1 à 6 mois.*** Avant de lever cette sanction, les services du Département demanderont un engagement écrit de l'entreprise à avoir pris les dispositions qui s'imposent au niveau de son personnel pour se mettre en conformité et respecter les clauses des arrêtés de permission de voirie et de circulation.



## **ARTICLE 9 – VALIDITÉ ET RENOUELEMENT DE L'ARRÊTÉ – REMISE EN ÉTAT DES LIEUX**

Cette autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, elle est personnelle et ne peut être cédée. C'est-à-dire qu'elle ne confère aucun droit réel à son titulaire, elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité. Le service gestionnaire de la voirie départementale se réserve le droit de demander le déplacement ou la déconstruction des ouvrages autorisés, aux frais de l'occupant, dès lors que les travaux de voirie s'avéreront nécessaires.

Elle est consentie, en ce qui concerne l'occupation de la dépendance domaniale, pour une durée de 15 ans à compter de la date de la présente permission de voirie. Le cas échéant, le renouvellement de cette autorisation devra être sollicité par le bénéficiaire selon les conditions énoncées dans le règlement de voirie.

En cas de révocation de l'autorisation ou au terme de sa validité en cas de non renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, un procès-verbal sera dressé à l'encontre du bénéficiaire, la remise en état des lieux sera exécutée d'office à ses frais.

## **ARTICLE 10 – APPLICATION DE L'ARRÊTÉ**

Les agents ou fonctionnaires dûment assermentés sont chargés de l'application du présent arrêté et du constat des infractions éventuelles commises par les usagers qui seront poursuivis conformément aux lois et règlements en vigueur.

## **ARTICLE 11 – RÈGLEMENT GÉNÉRAL SUR LA PROTECTION DES DONNÉES (RGPD)**

La loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'applique aux informations figurant dans ce formulaire. Les informations recueillies permettent aux agents habilités des services départementaux :

- d'exercer les pouvoirs de police afférents à la gestion du domaine routier départemental,
- d'en exploiter et d'en analyser les données en vue de réaliser des statistiques internes d'activité et d'usage.

Un défaut d'enregistrement des données entraînera des retards ou une impossibilité de les exploiter ou de les analyser en vue de prendre la ou les décisions administratives objet(s) de la demande. En les enregistrant, vous consentez à ce que les agents des services mentionnés ci-dessus puissent effectuer le traitement de ces informations dans le cadre des objectifs mentionnés ci-dessus.

Les données personnelles sont conservées pendant la durée n'excédant pas celle nécessaire au regard de leurs objectifs. Elles sont traitées dans la limite des délais de prescription applicables.

Vous bénéficiez d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement, de limitation, de portabilité de vos données, d'un droit d'opposition au traitement de celles-ci ainsi que le droit à tout moment de retirer votre consentement. Pour ce faire, la demande doit être adressée au Délégué à la protection des données - Conseil départemental d'Indre-et-Loire – Place de la Préfecture – 37927 TOURS Cedex 9 ou via le site internet sur <https://www.touraine.fr>.

Les réclamations relatives à la protection de vos données sont à adresser auprès de la CNIL.

## **ARTICLE 12 – RECOURS**

Cet arrêté peut être contesté selon les modalités suivantes :

- recours gracieux par courrier recommandé avec accusé de réception auprès de la Présidente du Conseil départemental d'Indre-et-Loire, dans un délai de deux mois à compter de la date de réception du présent arrêté;
- recours à la médiation dans un délai de deux mois à compter de la présente notification par saisine de Mme la Médiatrice Départementale, (par écrit au Conseil départemental, par courriel : [mediatrice@departement-touraine.fr](mailto:mediatrice@departement-touraine.fr) ou par téléphone 02.47.31.42.89) ;
- recours contentieux auprès du TRIBUNAL ADMINISTRATIF d'ORLEANS, dans un délai de deux mois à compter de la date de réception du présent arrêté ou après un délai de deux mois

sans réponse au recours gracieux. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible sur le site internet <https://www.telerecours.fr>.

Fait à Bléré, le **15 JAN. 2024**

La Présidente  
du Conseil départemental d'Indre-et-Loire  
Pour la Présidente et par délégation,  
Le Chef du Service Territorial d'Aménagement du  
Nord-Est

A handwritten signature in blue ink, consisting of several loops and a long horizontal stroke extending to the right.

Nathalie DABERT

***Diffusion :***

Pour attribution : Val de Loire Fibre – 27, rue Robert Nau - 41000 Blois et le Service Territorial d'Aménagement du Nord-Est

Pour information : la Mairie de Saint Martin le Beau.